



Liaison CACIS

Numéro 3, Printemps 2005

Chaire *Approches communautaires et inégalités de santé* FCRSS/IRSC

Animation scientifique

Jeudi le 19 mai 2005
de midi à 14 h 00

« *Les espaces de participation/concertation dans la revitalisation urbaine* »

Centre St-Pierre, salle 106,
1212 rue Panet, Montréal.

Présentations par :

Geneviève Glasson,
Service du développement social,
Ville de Montréal et
Gilles Sénécal, chercheur à l'INRS-
Urbanisation-culture et société.

Bulletin de liaison

Le bulletin de liaison est publié deux fois l'an. Il est distribué à nos partenaires et aux personnes qui s'intéressent aux activités de la Chaire. Il est disponible sur notre site : www.cacis.umontreal.ca

Dans ce numéro :

Colloque sur les approches intégrées en développement social urbain à Montréal	1
Une évaluation participative à Montréal-Nord	2
Séminaire de la CACIS sur la recherche participative	2
Une proposition de politique intégrée de sécurité alimentaire	3
Animation scientifique de la CACIS	3
Formation en écosanté à l'Université de Montréal	3
La notion de « communauté » au carrefour des politiques publiques et des pratiques de la société civile	4

Colloque sur les approches intégrées en développement social urbain à Montréal : un succès

Depuis plusieurs années, les problèmes sociaux qui se posent aux villes et aux quartiers ont amené les intervenants et intervenantes et les pouvoirs publics à mettre en branle des approches intégrées de développement social. Elles se caractérisent par une action concertée pour influencer sur les conditions de vie et obtenir ainsi des améliorations simultanément dans plusieurs domaines. À Montréal et au Québec, cette façon de faire n'est pas nouvelle, mais on constate un intérêt de plus en plus marqué pour ce type de pratique comme moyen d'intervenir sur les dures réalités des quartiers pauvres de Montréal.

Le colloque organisé, les 15 et 16 mars, par le **Forum régional sur le développement social de l'île de Montréal** a regroupé plus de 250 personnes des milieux d'intervention, de recherche, de gestion, et du palier politique pour faire le point sur ces approches, partager l'expertise d'ici et de l'étranger, acquérir des connaissances et promouvoir des actions de lutte contre la pauvreté à Montréal. Les participants et participantes ont présenté diverses expériences européennes, américaines, canadiennes, québécoises et montréalaises.

Tous les membres du Forum ont à cœur de soutenir des actions qui auront un impact réel sur la qualité de vie des personnes défavorisées dans les quartiers de Montréal. Ils ont soulevé différentes questions et développé des analyses critiques pour faire progresser la réflexion.

Le Forum a d'ailleurs publié, en décembre 2004, un portrait sur la pauvreté qui fait état des conditions de vie des personnes à faible revenu au plan de la santé, de l'insécurité alimentaire, du logement, de la réussite scolaire, du déficit démocratique et de la solitude. La complexité des situations nous pousse de plus en plus à chercher des solutions ensemble, à travailler en partenariat. L'action collective face aux difficultés des quartiers est une nécessité. Ce colloque visait donc plusieurs objectifs :

- Mieux connaître les multiples expériences d'approche intégrée en développement social urbain à Montréal;
- S'informer sur les expériences d'approche intégrée réalisées ailleurs au Québec, au Canada et dans le monde;
- Identifier les enjeux, les défis et les facteurs de réussite des approches intégrées;
- Questionner nos approches intégrées de développement social urbain à la lumière des renseignements obtenus.

En conclusion, madame Micheline Dubé, Présidente du Forum a souligné le succès de cette première activité pour sensibiliser et faire connaître diverses pistes d'actions pour lutter contre la pauvreté à Montréal. « *Plusieurs propositions, plusieurs idées intéressantes ont été avancées pendant ce colloque. Le Forum prendra le temps de les examiner soigneusement afin d'assurer un suivi adéquat* »



Panel de clôture : **J. Bernier, CACIS**,
P. Durocher, Projet St-Michel,
F Lagarde, Animateur,
C. Jacquier, CNRS France.

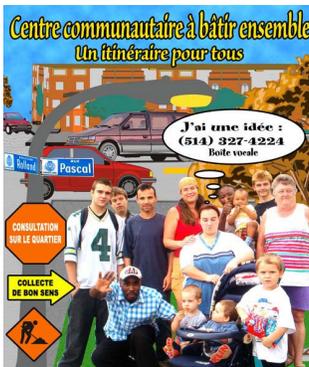
a-t-elle ajouté. Pour sa part, le président de la Conférence régionale des élus de Montréal, monsieur Georges Bossé, a tenu à souligner l'importance de ces approches pour son organisme. « *J'attends avec beaucoup d'intérêt de prendre connaissance des résultats des débats qui ont eu lieu lors de ce colloque et qui aideront certainement à orienter les actions de la CRÉ de Montréal.* »

Le Forum régional sur le développement social de l'île de Montréal est un organisme qui relève de la Conférence régionale des élus de Montréal. Le Forum est le lieu de concertation des acteurs du développement social sur l'île de Montréal. Depuis sa création en 1997, le Forum rassemble une trentaine de représentants des milieux communautaire, municipal, public et para-public, privé et syndical. C'est un lieu permanent d'échanges, de réflexion, de consultation et d'action.

Martin-Pierre Nombéré,
Coordonnateur du
Forum régional sur le
développement social

Une évaluation participative à Montréal-Nord

par André Bergeron et Natalie Kishchuk, co-chercheurs



Une démarche originale de lutte à la pauvreté se déroule à Montréal-Nord depuis 2002. D'une part, des partenaires communautaires et institutionnels avaient initié une démarche locale autour d'un projet intitulé *Quelque chose dans l'Est*, visant la prise en compte de problématiques spécifiques dans l'est du territoire. D'autre part, la Conférence administrative régionale (CAR) souhaitait expérimenter une approche territoriale intégrée en développement social. La convergence des deux initiatives a mené à la « **Démarche-action Montréal-Nord** ».

Pour soutenir la démarche-action, une structure fonctionnelle simple a été mise en place. Elle est composée essentiellement d'un comité de pilotage régional-local, de deux comités de projets et d'un comité d'évaluation. Le comité de pilotage regroupe les principaux acteurs de la démarche : représentants des instances régionales, représentants des institutions locales et représentants des groupes communautaires. Ce comité constitue la « plaque tournante » de la démarche. Deux comités de projet coordonnent les actions principales de la démarche-action et un comité d'évaluation accompagne la démarche presque au jour le jour.

Les deux projets ont été proposés par l'instance de concertation locale du mouvement des « Villes en santé ». Ils ont été élaborés par les acteurs locaux et des partenaires régionaux se sont engagés à favoriser le financement des activités. Le projet de *Soutien aux jeunes familles* vise l'insertion socio-professionnelle de jeunes parents (25 ans et moins) démunis, le développement de leurs compétences personnelles et parentales, le développement global des enfants ainsi que le renforcement du lien famille/école/milieu. Quant au projet *Un itinéraire pour tous*, il vise à soutenir la population du quartier nord-est dans l'appropriation de son pouvoir d'agir, notamment par la mise sur pied, la gestion collective et l'animation d'un centre socio-communautaire.

L'évaluation se réalise selon une approche participative et une approche réflexive. En vertu de l'approche participative, les participants aux projets ont été consultés sur l'ensemble du devis et ils apportent leur contribution à la discussion et à la révision des outils d'évaluation. De plus, des membres des comités de projets et des citoyens font partie du comité d'évaluation. L'approche réflexive amène les membres des comités à analyser constamment leur action et à la modifier s'il y a lieu. Elle

favorise également la tenue d'un bilan annuel réunissant l'ensemble des acteurs de la démarche. L'évaluation poursuit trois objectifs : analyser l'efficacité du fonctionnement de la démarche-action; analyser le rôle de la CAR à titre d'acteur en développement social; évaluer les résultats de la démarche-action.

Divers outils ont été proposés pour mesurer l'atteinte de ces objectifs : cadre logique, journal de bord, questionnaire de « réflexion en action », entrevues auprès des intervenants, questionnaires et entrevues auprès des participants, récits de vie et autres. Les activités d'évaluation de la première année (2003-2004) ont porté principalement sur le processus et ont montré des effets sur la concertation locale ainsi que sur les rôles des différents acteurs. Les travaux de l'année en cours sont axés sur les actions mises en œuvre et analyseront les résultats des activités des projets.

L'évaluation de la démarche-action Montréal-Nord est coordonnée par la Direction de santé publique et des participants de tous les secteurs impliqués dans la démarche participative au comité d'évaluation qui en assure le suivi. La titulaire de la CACIS siège au comité ainsi qu'une étudiante au doctorat.

En vertu de l'approche participative, les participants aux projets ont été consultés sur l'ensemble du devis et ils apportent leur contribution à la discussion et à la révision des outils d'évaluation...

L'approche réflexive amène les membres des comités à analyser constamment leur action et à la modifier s'il y a lieu.

Séminaire de la CACIS sur la recherche participative

Le point de vue de José Carlos Suarez Herrera, étudiant au doctorat

Dans le cadre de son mandat de formation, la Chaire organise un séminaire sur la recherche participative, pour les étudiants de doctorat. L'objectif du séminaire est de réfléchir sur les pratiques associées à la recherche réalisée en partenariat avec les milieux de pratique. L'accent est mis sur l'instrumentation conceptuelle et méthodologique des pratiques de recherche dans un contexte de participation.

En tant qu'étudiant au doctorat en santé publique de l'Université de Montréal, privilégiant les approches participatives de recherche, je trouve que ce séminaire apporte un espace propice pour l'échange et l'interac-

tion entre les étudiants et les professeurs autant au niveau conceptuel qu'opérationnel de la recherche. Ce séminaire nous permet d'aligner les principes de la recherche participative sur les conclusions issues des études empiriques, tout en prenant conscience des obstacles et des limites qui peuvent miner l'évolution de nos démarches. Dans ce forum, le débat évolue sans cesse et les solutions sont diversifiées.

Bien qu'on ne dispose pas de remèdes pratiques qui régleraient d'un coup les problèmes susceptibles de se présenter lors de nos recherches, le récit et le témoignage des participants et participantes au séminaire, relatifs à nos

expériences personnelles, constituent un repérage d'une grande valeur. Je crois qu'il s'agit là d'une opportunité exceptionnelle pour réfléchir comment les questions relatives aux approches participatives de la recherche se problématisent différemment selon qu'elles sont examinées par les étudiants du programme de doctorat au niveau transdisciplinaire ou par les professeurs coordonnateurs du séminaire.

Bref, ce séminaire nous permet de mieux connaître les caractéristiques de la recherche participative de façon à ce que les étudiants intéressés puissent déterminer si leur projet satisfait aux critères applicables à ce genre de recherche.

Une proposition de politique intégrée de sécurité alimentaire

Table de concertation sur la faim et le développement social du Montréal-métropolitain

En juin 2004, la Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation recommandait de mettre en place une politique intégrée en matière de sécurité alimentaire. Chose rare en politique, ce rapport recueillait l'appui unanime des députés libéraux et péquistes qui siégeaient sur la commission, mais le gouvernement tarde à accoucher de cette politique.

Devant cette inaction, la **Table de concertation sur la faim et le développement social du Montréal métropolitain** a pris l'initiative de proposer une politique québécoise de sécurité alimentaire.

Cette démarche est intéressante à plusieurs égards. D'abord elle est enracinée dans la réalité quotidienne de gens citoyens et bénévoles qui se préoccupent de la sécurité alimentaire et recherchent des solutions durables et concrètes au problème de la faim à Montréal; ce réseau regroupe des organismes sociaux aussi différents que Moisson Montréal, Moisson Rive-Sud, le Conseil central des Sociétés

Saint-Vincent-de-Paul, le Regroupement des cuisines collectives du Québec, Équiterre, le Collectif des groupes d'achats du Québec, le Regroupement des Magasins Partage et bien d'autres puisqu'il compte plus de 80 organisations.

Le document découle de discussions animées depuis trois ans et il ouvre sur une perspective globale de la sécurité alimentaire : il traite de l'accès aux aliments, par des contacts plus directs entre producteurs et consommateurs. Il réclame un soutien au revenu permettant de sortir réellement de la pauvreté et suggère d'étendre les *Mesures alimentaires en milieu scolaire* (actuellement réservées aux écoles de milieux les plus pauvres) à toutes les écoles, avec une modulation des prix en fonction du revenu familial. Il propose de réintroduire des cours d'économie familiale ou des ateliers de cuisine-nutrition dans les écoles et de contrôler les produits offerts dans les machines distributrices aux étudiants. Il recommande des campagnes de promotion

publique d'une restauration rapide de qualité tout en interdisant la publicité pour les aliments néfastes comme c'est le cas pour le tabac. Il suggère de créer un bureau pour examiner les impacts sur notre environnement et notre santé des techniques de production alimentaire, notamment les OGM, les aliments irradiés ou traités aux hormones de croissance et aux antibiotiques ainsi qu'un système d'étiquetage obligatoire comme en Europe. Il demande que les magasins d'alimentation offrent des rabais sur les produits alimentaires de base durant la semaine où les personnes âgées et les personnes à l'aide sociale reçoivent le chèque qui leur permet de s'approvisionner pour le mois. Il réclame un débat de société sur l'assouplissement des horaires de travail pour laisser le temps de préparer les repas familiaux. Voilà un bref aperçu des quelques 70 recommandations du document.

Des institutions publiques y ont vu suffisamment d'intérêt pour s'associer à ce débat public et contribuer à enrichir les



Source : site du Regroupement des cuisines collectives du Québec.

nombreuses propositions de la *Table de concertation sur la faim et le développement social*. La Commission scolaire de Montréal, la Direction de la sécurité du revenu et du développement social de la Ville de Montréal, la Direction de santé publique de Montréal et l'Union des producteurs agricoles-Développement international se sont dit prêts à se questionner et à s'impliquer concrètement sur un enjeu aussi vital pour la santé de tous. Non seulement cet exemple est rassurant en ce qui concerne la vitalité de la société civile, mais relever le défi proposé dans ce projet de politique de sécurité alimentaire pourrait nous épargner quelques millions de dépenses en soins de santé.

Animation scientifique de la CACIS

La CACIS a initié des rencontres mensuelles d'animation scientifique à l'intention de ses partenaires. L'objectif est de développer un dialogue et un questionnement réciproque entre les connaissances issues de la recherche et celles des pratiques et d'enrichir nos réflexions sur des sujets liés aux thématiques de la Chaire.

Chaque rencontre débute par deux brèves présentations, d'une personne du milieu de la recherche et d'une personne d'un organisme public ou communautaire. Les thèmes des 3 premières rencontres portaient sur : *La place des communautés dans les politiques publiques au Québec; L'évaluation en milieu*

communautaire : le défi des approches participatives; Les partenariats public - communautaire : comment s'outiller pour les rendre plus efficaces.

Les fiches complétées par les participants et participantes de divers milieux reflètent une satisfaction élevée à l'égard des échanges. Les principales suggestions concernent le temps de présentation et d'échange jugé trop court pour des questions aussi complexes et une diffusion plus large des contenus dans les lieux décisionnels et les milieux communautaires. Ce début se voulait modeste et fera l'objet d'une évaluation dans le but d'orienter les prochaines activités d'animation scientifique.

Formation en écosanté à l'Université de Montréal

L'écosanté est un terme qui réfère à une approche écologique des milieux de vie. À l'heure des questionnements sur la spoliation des milieux naturels, la progression des maladies infectieuses, les problèmes de sécurité alimentaire et de pauvreté grandissante, il importe de développer de nouveaux modes d'intervention sociosanitaires et environnementaux. L'approche en écosanté est une démarche intersectorielle et écosystémique qui implique la participation active des parties-prenantes concernées par la santé des écosystèmes et la qualité de vie des milieux d'appartenance.

La Faculté de l'éducation permanente de l'Université de Montréal souhaite offrir une formation en écosanté visant à doter les intervenants municipaux, communautaires et environnementaux des connaissances et des compétences qui leur permettront de travailler ensemble à l'instauration de communautés viables.

Les personnes intéressées par ce projet de formation sont invitées à laisser leurs noms et numéros de téléphone en communiquant avec la Faculté de l'éducation permanente au 514-343-6975 ou encore en adressant un courriel à : mp.chevrier@umontreal.ca

Chaire Approches communautaires et inégalités de santé FCRSS/IRSC

GRIS / Université de Montréal
C.P. 6128, Succ. Centre-ville
Montréal (Québec) H3C 3J7
Téléphone : (514) 343-6111, poste 1 - 3778
Télécopie : (514) 343-2207
Courriel : inegalites-sante@umontreal.ca

RETROUVEZ-NOUS SUR LE
WEB!

WWW.CACIS.UMONTREAL.CA

À surveiller



Planifier l'avenir de la
santé publique :
les gens, les lieux et les politiques
Mapping the Future
of Public Health:
People, Places and Policies

96^e Conférence annuelle
de l'Association canadienne de santé publique
Ottawa du 18 au 21 septembre 2005.
contactez : conference@cpha.ca



Congrès sur les politiques
sociales canadiennes 2005 :
« Bâtir un avenir équitable :
perspectives canadiennes
et internationales »

Du 16 au 18 juin 2005, Fredericton,
Nouveau-Brunswick.
<http://www.ccsd.ca/cswp/2005/f/>

La notion de « communauté » au carrefour des politiques publiques et des pratiques de la société civile

par Stéphane Vibert, stagiaire post-doctoral à la CACIS

L'idée de « communauté », conceptualisée par les sciences sociales à la fin XIX^e siècle (notamment avec Tönnies, Durkheim et Weber) se trouve aujourd'hui constamment mobilisée au sein des discours et pratiques de l'action sociale. Historiquement constituée dans son opposition à la « société » et valorisée comme lieu de l'appartenance, de la solidarité, du partage, la « communauté » se révèle instrumentalisée tant par les groupes de la société civile que par l'État qui y voit une potentialité de responsabilisation citoyenne.

Dans les années 70, l'imaginaire social lié à « l'autogestion » a nourri, au Québec, l'émergence de mouvements sociaux contestant la prééminence de l'État en matière de politique et sociale, alors que, depuis une quinzaine d'années, l'idéologie « participationniste » encourage leur institutionnalisation, notamment au nom du maintien d'une cohésion collective menacée.

Il convient de distinguer au moins quatre « idéaux-types » de référence à la communauté, qui malgré leur interaction réciproque, n'en divergent pas moins quant à leur inspiration et leur rôle : la communauté « interpersonnelle » (les liens de la famille, du voisinage et de l'amitié), la communauté institutionnalisée (l'organisation communautaire

comme puissance de mobilisation), la communauté « identitaire » (à partir de traits partagés, religieux, ethniques, sexuels ou autres) et enfin la communauté englobante (l'État - nation comme pôle de gouvernance).

Le thème de l'éclatement du social, à partir du retrait de l'État comme figure unitaire, et de la fragmentation des modalités d'agrégation collective, atteste d'une métamorphose idéologique qui sanctionne le retour des « communautés » comme sujet et objet d'investissements matériels et symboliques, soit qu'elles interviennent pour « renflouer » une cohésion sociale mise à mal par la violence et l'exclusion, l'atomisation et la dépendance, soit qu'elles bénéficient de politiques préférentielles, comme zones privilégiées ou minorités discriminées en quête de reconnaissance.

Cette évolution récente doit faire face à trois critiques distinctes mais complémentaires : tout d'abord l'idéal de communauté contribuerait sous des dehors uniformes et rassembleurs à perpétuer des rapports de domination inégalitaires en son sein, voire à favoriser la reproduction de groupes exclusifs potentiellement conflictuels. Ensuite, le recours à la communauté dissimulerait une stratégie néolibérale visant à légitimer les reculs de l'État - Providence et de la justice sociale

sous couvert d'autonomie de la société civile et d'accroissement des libertés individuelles. Enfin, le secteur communautaire moderne aurait perdu toute réelle capacité de peser sur les orientations globales en raison d'un assujettissement progressif, à la fois financier et éthique, aux cadres définis par une rationalité étatique moins interventionniste en aval mais plus dirigiste en amont.

De fait, si la transformation du rôle de l'État doit être compris comme un réagencement plutôt qu'un « retrait » au sens propre (notamment si l'on prend en compte l'évolution des dépenses publiques), l'institutionnalisation d'une société duale aboutit à accorder au tiers secteur la gestion des inégalités, de la désaffiliation et de l'exclusion sociales. Cette évolution n'est certes pas unilatérale. Des groupes communautaires porteurs de contestation sociale peuvent encore influencer l'action publique, favoriser la prise en compte de demandes de reconnaissance et de droits, faire émerger de nouvelles problématiques. Mais ils sont surtout devenus de véritables agents d'intégration sociale, par la formation et l'emploi de chômeurs ou par la distribution de services vitaux : des « communautés » appelées constamment à combler les manques de la « grande communauté » dont l'État se voulait le garant.